

Au service des luttes pour une alternative à l'austérité

Dans ses vœux pour 2013, le président de la République a confirmé son cap : la constitution d'un nouveau modèle social français « *compétitif et solidaire* ».

Mais par quelles mesures essentielles se traduit concrètement depuis six mois cette grande formule ?

Le Traité sur la stabilité, la convergence et la gouvernance (TSCG) a été adopté au mépris des promesses de renégociation du candidat Hollande à la Présidentielle. 20 milliards de cadeaux fiscaux nouveaux ont été accordés sans contreparties au patronat dans le cadre du « *Pacte de compétitivité* ». Ils seront financés par une augmentation de la TVA et une nouvelle réduction de la dépense publique et sociale de 10 milliards d'euros. Cette dernière s'ajoutant aux 50 milliards d'ici à 2017 déjà actés dans la loi de finance pour 2013. Et lorsque l'équipe Hollande-Ayrault convoque le « *compromis historique* » pour l'emploi, c'est le ralliement des syndicats de salariés aux volontés patronales qu'il favorise, cherchant à faire accepter aux syndicats baisses du coût du travail, facilitation des licenciements, flexibilité et précarité accrue du travail.

Autant de mesures qui reproduisent en les amplifiant les recettes libérales conduisant les pays européens dans le mur et qui hypothèquent sérieusement l'engagement présidentiel de faire s'inverser la courbe du chômage d'ici fin 2013.

Cette stratégie est en fait en train de conduire le pays à la démobilisation et à l'échec. Avec en perspective le retour de la droite et le risque de l'extrême droite.

Il est hors de question pour nous d'accepter ce renoncement. Les Français qui ont voté pour le changement au printemps dernier sont de plus en plus nombreux à le dire : nous n'avons pas voté pour cela. Ils ont raison. L'alternative à l'austérité est nécessaire, et elle est possible.

L'année 2013 doit être celle de la remobilisation des forces du changement pour des alternatives à l'austérité, pour imposer des inflexions immédiates et changer le cap de la politique gouvernementale.

Pour sortir de la crise, il faut combattre les logiques financières et s'opposer aux politiques d'austérité qui en

découlent. Nous devons construire un puissant mouvement de résistance et d'alternatives en partant des luttes concrètes, qui mette en cause les gestions patronales, interpelle les banques et les pouvoirs publics, du local au national jusqu'au niveau européen.

Et pour cela, nous devons rétablir la vérité sur le « *coût du travail* » ! Ce n'est pas lui qui étouffe les entreprises, mais le « *coût du capital* », le coût des prélèvements financiers sur les richesses produites (intérêts et dividendes). C'est ce dernier qui encourage la fuite en avant patronale dans les licenciements. C'est pourquoi nous devons faire avancer l'exigence de moratoires sur les restructurations industrielles et les suppressions d'emplois, pour faire valoir des contre-propositions qui puissent répondre aux préoccupations populaires en même temps que s'opposer à la casse de nos potentialités de développement. C'est pourquoi, aussi, il est essentiel de conquérir des droits d'intervention des salariés dans la définition des stratégies d'entreprise.

Car la politique économique de la gauche doit d'abord répondre à de grands objectifs sociaux transformateurs.

Elle doit s'engager vers une véritable sécurisation de l'emploi et de la formation, avec une profonde réforme du contrat de travail, pour le sécuriser et non le précariser encore plus. Cela exige un strict encadrement des licenciements jusqu'à l'interdiction des licenciements « *boursiers* », une meilleure indemnisation du chômage avec un droit effectif pour chacun-e à l'emploi et à la formation choisis, un grand service public de sécurisation des parcours professionnels, de nouveaux pouvoirs décisionnels des salariés dans les gestions des entreprises.

Elle doit promouvoir les services publics, essentiels pour répondre aux besoins sociaux, et conduire une politique industrielle novatrice. Cela enjoint de dépenser plus et mieux pour la santé, l'éducation, la recherche, les transports, la culture, le logement social, l'environnement... Ce qui d'ailleurs permettrait, à la fois, de soutenir la demande et de promouvoir l'efficacité productive pour une nouvelle croissance sociale et durable.

Elle doit ouvrir la voie à une appropriation sociale des grandes entreprises, incluant de nouvelles nationalisations avec de nouveaux droits et pouvoirs des salariés

pour faire prévaloir de nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale.

Pour réaliser ces objectifs, de profondes réformes de la fiscalité et, au-delà, de tout le système de financement sont indispensables. Parmi lesquelles celle du crédit, condition du rétablissement du pouvoir de la société sur la banque et de la possibilité effective de produire plus et autrement.

Plutôt que d'une Banque publique d'investissement (BPI) servant de béquille au capital, l'économie a besoin d'un instrument de financement capable d'entraîner dans son sillage le secteur bancaire dans son ensemble et de le mettre au service du développement des capacités humaines, écologiques et du social.

C'est le rôle du pôle financier public et du nouveau type de crédit que nous portons. Adossé à la CDC, la BPI, la Banque postale, les banques mutualistes et coopératives et d'autres banques à nationaliser, ce pôle serait chargé d'une nouvelle mission de service public du crédit et de l'épargne, au service de l'emploi, de la formation, de la croissance réelle et de la préservation de l'environnement afin de sortir de la crise et de l'emprise des marchés financiers.

Incitant, directement et par coopération bancaire, à une baisse des taux d'intérêt (jusqu'à zéro, voire au-delà), d'autant plus importante pour les crédits aux entreprises, que leurs investissements matériels et de recherche programmeraient plus d'emplois et de formations, son action viendrait en soutien aux luttes sociales.

En même temps, il serait un outil pour pousser l'exigence d'une profonde réorientation de la politique monétaire de la Banque centrale européenne, de ses missions et de ses statuts. Ce nouveau type de crédit renforcerait le besoin d'un autre refinancement des banques par la BCE, pour des crédits à long terme

d'investissements visant le développement de l'emploi et la croissance réelle. Cela ouvrirait aussi la voie à une politique de rachat de titres de dette publique des États en difficulté par la BCE et le financement par celle-ci d'une expansion des services publics nationaux en Europe *via* la création d'un Fonds social, solidaire et écologique de développement européen.

Cette bataille d'envergure pour une alternative à l'austérité, le PCF veut la porter haut dans la grande campagne nationale de débats et d'actions du Front de gauche, à partir des besoins concrets des salariés et des populations. En direction de celles et ceux qui ont voté pour un changement politique, et plus largement de l'écrasante majorité du peuple qui souffre de la crise, il veut en faire un instrument de lutte et de rassemblement contre la résignation et l'arrogance du Medef, en offrant des perspectives crédibles et radicales qui servent l'humain d'abord.

Je sais que, comme à chaque fois, *Économie et Politique*, la revue économique du PCF, s'engagera sans fléchir dans cette bataille. Je sais qu'elle sera un outil au service des luttes, un outil au service des constructions alternatives pour enfin changer la vie.

Bonne année à tous ses lecteurs. ■

Pierre Laurent

